

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 14–17 novembre 2011

RAPPORTS D'ÉVALUATION

**Point 6 de l'ordre du
jour**

Pour examen

F

Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2011/6-F
12 octobre 2011
ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DE L'IMPACT DU PROGRAMME D'ALIMENTATION SCOLAIRE AU BANGLADESH

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directrice, p.i., OE*: Mme S. Burrows tél.: 066513-2519

Fonctionnaire principale chargée de l'évaluation, OE: Mme J. Watts tél.: 066513-2319

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau de l'évaluation

RÉSUMÉ

La présente évaluation, qui est la cinquième d'une série d'évaluations de l'impact de l'alimentation scolaire que le Bureau de l'évaluation a fait réaliser, a analysé l'impact du programme d'alimentation scolaire mis en œuvre par le PAM au Bangladesh. Elle a porté sur les effets directs et l'impact de ce programme, qui prévoit uniquement la distribution de biscuits enrichis en micronutriments aux enfants de l'école primaire.

L'évaluation a été menée entre février et juin 2011 par une équipe de consultants indépendants spécialisés dans l'évaluation, travaillant pour le cabinet de conseils Tango International. Des enquêtes quantitatives ont été effectuées par un cabinet de recherche du Bangladesh, Mitra and Associates. L'évaluation s'est appuyée sur une méthodologie mixte comprenant un examen de données secondaires, une enquête quantitative portant sur 80 écoles, concernées par le programme ou témoins, une autre portant sur 1 890 familles vivant dans la zone de recrutement des établissements concernés, et une enquête qualitative approfondie de 22 écoles et communautés. L'évaluation a été menée dans deux des régions du Bangladesh le plus durement touchées par l'insécurité alimentaire et les catastrophes, à savoir le nord-ouest et la côte méridionale, dans des sous-districts choisis en raison du taux de pauvreté élevé et du faible taux d'achèvement des études qui y étaient enregistrés.

Des effets ont été observés au niveau des taux de fréquentation et d'abandon scolaire, du passage dans l'enseignement secondaire des enfants des ménages les plus vulnérables ainsi que de la motivation des enfants à aller à l'école et de celle des parents à continuer de les y envoyer. Aucun effet notable n'a été constaté pour ce qui est de la taille des classes, du taux d'abandon en quatrième et en cinquième années, ou du passage dans le secondaire pour les enfants provenant de ménages moins vulnérables.

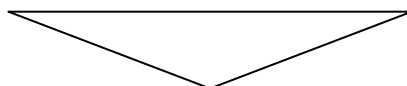
Les évaluateurs ont recueilli des données concernant le régime alimentaire des enfants d'âge scolaire et ont ainsi constaté qu'il présentait des carences en micronutriments et en macronutriments. La teneur en micronutriments et en protéines des biscuits distribués dans les écoles et leur teneur énergétique ont sensiblement contribué à améliorer la nutrition des enfants participants. Les parents ont indiqué que leurs enfants avaient moins faim, et ceux de la région du nord-ouest ont fait état d'une réduction de la morbidité.

L'évaluation a analysé la contribution de la distribution de biscuits dans les écoles: celle-ci a réduit de 4,4 pour cent les dépenses journalières consacrées à l'alimentation, et représenté 4 pour cent du revenu annuel des ménages les plus vulnérables. La plupart des familles ont indiqué que les enfants devant recevoir des biscuits à l'école ne prenaient pas de petit déjeuner à la maison. Si l'on associe la valeur des biscuits distribués à l'école à l'allocation annuelle versée par l'État, l'incitation financière dont bénéficient les familles les plus vulnérables atteint 10 pour cent du revenu annuel dans la région du nord-ouest, et 8 pour cent dans la région de la côte méridionale.

Les biscuits distribués à l'école ne sont que l'un des éléments d'un environnement complexe s'agissant de l'apprentissage et des moyens de subsistance. Les lacunes du système éducatif, comme le nombre limité d'heures de classe, le faible taux d'encadrement et le surpeuplement des classes, ainsi que la pression économique que subissent les ménages, risquent fort de peser lourdement sur les résultats scolaires. Il convient donc d'examiner la stratégie suivie dans le cadre du programme d'alimentation scolaire afin de contribuer à compenser ces facteurs, notamment au profit des enfants plus âgés.

À l'issue de l'évaluation huit recommandations ont été formulées, dont cinq concernent des questions d'ordre stratégique telles que la coordination, la qualité de l'enseignement et le transfert de la responsabilité du programme, tandis que les trois autres touchent des aspects opérationnels comme la teneur en micronutriments, l'extension du programme à des établissements du secteur informel et le système de suivi et d'évaluation.

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil prend note du document intitulé "Rapport succinct de l'évaluation de l'impact du programme d'alimentation scolaire au Bangladesh" (WFP/EB.2/2011/6-F) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.2/2011/6-F/Add.1, et invite le PAM à continuer de donner suite à ces recommandations, en tenant compte des questions soulevées par le Conseil au cours des débats.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

INTRODUCTION

Caractéristiques de l'évaluation

1. Le présent rapport offre une synthèse des résultats de l'évaluation de l'impact du programme d'alimentation scolaire mis en œuvre par le PAM au Bangladesh. Celle-ci avait été demandée par le Bureau de l'évaluation, dans le cadre d'une série d'évaluations de l'impact de l'alimentation scolaire. Le programme d'alimentation scolaire mené au Bangladesh prévoit uniquement la distribution de biscuits enrichis en micronutriments.
2. L'évaluation a analysé la mesure dans laquelle les effets directs et l'impact de l'alimentation scolaire se manifestaient, outre sur le plan de l'instruction primaire, au niveau du cycle secondaire, des filets de protection sociale et d'autres domaines; les facteurs ayant contribué à limiter les impacts constatés dans le cadre de précédentes évaluations dans certains secteurs; la concordance entre la stratégie de ciblage et le programme d'alimentation scolaire du PAM, et les priorités et activités du Gouvernement bangladais, les autres activités menées par le PAM au Bangladesh et les travaux d'autres partenaires; enfin, les changements pouvant être apportés à la stratégie en matière d'alimentation scolaire et au programme mis en œuvre, afin de tenir compte des constatations issues de l'évaluation.
3. L'évaluation a été menée par une équipe de quatre consultants indépendants du cabinet de conseils Tango International. La phase de mise en place s'est déroulée du 5 au 11 février 2011, et les travaux qualitatifs sur le terrain du 5 au 26 avril. La société de recherche par sondages bangladaise Mitra and Associates a effectué ses travaux qualitatifs du 3 au 23 avril.

Approche méthodologique

4. L'évaluation, qui s'est appuyée sur une méthodologie mixte, a analysé les facteurs ayant une incidence sur les résultats en matière d'apprentissage – notamment la condition physique des enfants et l'environnement scolaire, familial et communautaire – et elle a examiné comment les décisions touchant l'éducation étaient prises, et quels étaient leurs effets. Elle a été conduite dans deux des régions du Bangladesh le plus durement touchées par l'insécurité alimentaire et les catastrophes, à savoir celles du nord-ouest et de la côte méridionale, dans des sous-districts choisis en raison du taux de pauvreté élevé et du faible taux d'achèvement des études qui y étaient enregistrés. Les méthodes ci-après ont été employées pour collecter des données:
 - i) examen et analyse systématiques des données secondaires;
 - ii) enquête d'ordre quantitatif dans 80 établissements scolaires relevant du programme ou servant de témoins, et présentant des caractéristiques socio-économiques similaires;
 - iii) enquête quantitative auprès de 1 890 familles vivant dans la zone de recrutement des établissements composant l'échantillon¹; et

¹ L'échantillon comprenait 943 familles de la région du nord-ouest (473 bénéficiant du programme et 470 appartenant au groupe témoin) et 947 familles de la région de la côte méridionale (471 bénéficiant du programme et 476 appartenant au groupe témoin).

- iv) évaluation qualitative approfondie de 22 écoles et communautés se trouvant dans les zones couvertes par le programme ou servant de témoins, sélectionnées à dessein pour constituer un groupe représentatif d'écoles, de zones géographiques et de moyens de subsistance.
5. L'évaluation a notamment pâti de l'absence de données de référence auxquelles comparer les données recueillies, et cela bien que les zones témoins aient été soigneusement sélectionnées de manière à être comparables aux zones couvertes par le programme pour ce qui est de la vulnérabilité². Deux ruptures successives de la filière d'approvisionnement ont interrompu la fourniture de biscuits aux écoles, immédiatement avant l'évaluation et pendant celle-ci³, ce qui n'a pas véritablement permis d'évaluer la contribution des biscuits à l'indice de masse corporelle, ni d'observer le déroulement de la distribution et la consommation des biscuits.

Contexte

6. Depuis le milieu des années 90, le Bangladesh connaît une croissance annuelle moyenne d'environ 6 pour cent. Or, en dépit de ces progrès, quelque 49 pour cent de la population vivent avec moins de 1,25 dollar É.-U. par personne et par jour, et 81,3 pour cent avec moins de 2 dollars par personne et par jour. Le Bangladesh se classe au 129^{ème} rang, sur 169 pays, selon l'Indice de développement humain établi en 2010 par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).
7. Le Gouvernement a amélioré l'accès à l'instruction primaire et virtuellement éliminé les inégalités entre les sexes au niveau de l'école primaire. Grâce à des initiatives gouvernementales telles que la gratuité de l'enseignement et des manuels scolaires, et les programmes d'alimentation scolaire et d'allocations, le taux brut de scolarisation dans le primaire avait atteint 101,6 pour cent en 2004. Les taux de scolarisation et de fréquentation ont augmenté beaucoup plus rapidement que les effectifs d'enseignants formés ou les nouvelles infrastructures mises à disposition; les taux d'achèvement du cycle scolaire ont chuté et les résultats en matière d'apprentissage ont accusé un retard. La qualité de l'instruction et le contexte éducatif restent très médiocres et constituent une source majeure de préoccupation.
8. Le programme d'alimentation scolaire du PAM cible des zones géographiques au niveau du sous-district ou *upazila*, en fonction du taux de pauvreté et des résultats scolaires. La priorité est accordée aux zones où le taux de pauvreté dépasse 33 pour cent et où le taux d'achèvement du primaire est inférieur à 40 pour cent.
9. Les districts de Kurigram et de Gaibanda, dans la région du nord-ouest, figurent parmi les régions les plus pauvres et les plus vulnérables du pays. La population est majoritairement rurale et se compose pour l'essentiel de travailleurs agricoles sans terre. La pauvreté, généralisée, est aggravée par les inondations annuelles, qui précarisent les moyens de subsistance; en effet, l'érosion de larges portions de terres agricoles prive les

² Sur la base des catégories de vulnérabilité du système d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité.

³ La première rupture de la filière d'approvisionnement s'est produite en novembre-décembre 2010. Le PAM avait alors suspendu la distribution en raison de préoccupations concernant la qualité: il lui avait en effet été signalé que certains biscuits étaient contaminés. La seconde interruption a eu lieu entre janvier et avril 2011: la livraison de biscuits fabriqués en Inde avait été retardée car il avait fallu régler avec le Gouvernement bangladais des questions touchant les importations. Dans certaines écoles, il n'avait pas été possible d'assurer un approvisionnement ininterrompu en biscuits à compter de novembre 2010, et dans d'autres écoles à partir de janvier 2011.

familles de leurs terres et de leurs moyens d'existence. La plupart des familles dépourvues de terres migrent périodiquement vers d'autres régions du Bangladesh pour y chercher du travail. Le PAM met en œuvre un programme d'alimentation scolaire dans le district de Kurigram depuis 2002 et dans celui de Gaibanda depuis 2008.

10. Au sud, le district côtier de Barisal est périodiquement touché par des cyclones, des crues et des inondations annuelles. La majeure partie des habitants sont des ruraux pauvres, dépourvus de terres, qui appliquent des stratégies disparates en matière de moyens de subsistance: celles-ci englobent la production agricole, les travaux agricoles, la pêche et les emplois occasionnels. Au cours des cinq dernières années, deux cyclones particulièrement violents ont frappé la région, donnant lieu à d'importantes opérations de secours d'urgence, dont l'alimentation scolaire faisait partie.
11. La précarité des moyens de subsistance contribue à la médiocrité de l'état sanitaire et nutritionnel de la population; les taux de malnutrition au Bangladesh demeurent parmi les plus élevés au monde. Près de la moitié des enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance, et dans ce groupe d'âges, le taux d'anémie est élevé (68 pour cent) et les carences en micronutriments importantes. Un quart des ménages bangladais ont un régime alimentaire inadéquat sur le plan nutritionnel, avec un apport énergétique insuffisant.

Principales constatations

⇒ *Moyens de subsistance*

12. La variabilité des moyens de subsistance des ménages a une incidence sur les effets directs et l'impact de l'alimentation scolaire. Afin de bien isoler ces variations, les ménages ont été regroupés en quatre catégories de vulnérabilité, des plus vulnérables aux moins vulnérables, en prenant comme critères leurs revenus, leurs scores de consommation alimentaire et leurs avoirs. Les évaluateurs ont ensuite analysé les liens existant entre la vulnérabilité et les effets directs dans les domaines de l'éducation, de la nutrition et de la protection sociale. Les régions du nord-ouest et de la côte méridionale, ainsi que les régions de contrôle correspondant à chacune, ont fait l'objet d'une analyse distincte.
13. Comme cela est indiqué dans le tableau 1, au Bangladesh, le niveau de vulnérabilité est relatif: en effet, même les catégories les moins vulnérables n'ont qu'un revenu mensuel de 45 dollars. Quant aux ménages les plus vulnérables, leur revenu couvre à peine le coût estimatif minimum de la nourriture.

TABLEAU 1: INDICATEURS DE VULNÉRABILITÉ, PAR GROUPE DE VULNÉRABILITÉ ET PAR RÉGION					
		Groupe le moins vulnérable	Cas limites	Groupe vulnérable	Groupe le plus vulnérable
Région du nord-ouest					
Revenu mensuel du ménage (toutes sources confondues)	<i>taka</i>	3 260,3	1 425,8	1 062,2	783
	équivalent en dollars ¹	45,2	19,8	14,7	10,9
Coût mensuel minimum de la nourriture pour un ménage	<i>taka</i>	633	633	633	633
Valeur totale des avoirs	<i>taka</i>	169 098	72 391	33 528	15 799
Terres agricoles en propre	<i>decima</i> ²	160,1	70	24,9	10,1
Région de la côte méridionale					
Revenu mensuel du ménage (toutes sources confondues)	<i>taka</i>	3 433,1	1 597,9	1 151,2	782,7
	équivalent en dollars	47,6	22,1	16,0	10,8
Coût mensuel minimum de la nourriture pour un ménage	<i>taka</i>	633	633	633	633
Valeur totale des avoirs	<i>taka</i>	143 527	54 994	26 027	14 697
Terres agricoles en propre	<i>decima</i>	254,8	59	22,8	10,8

¹ Au mois d'avril 2011, sur la base du taux de change officiel des Nations Unies.

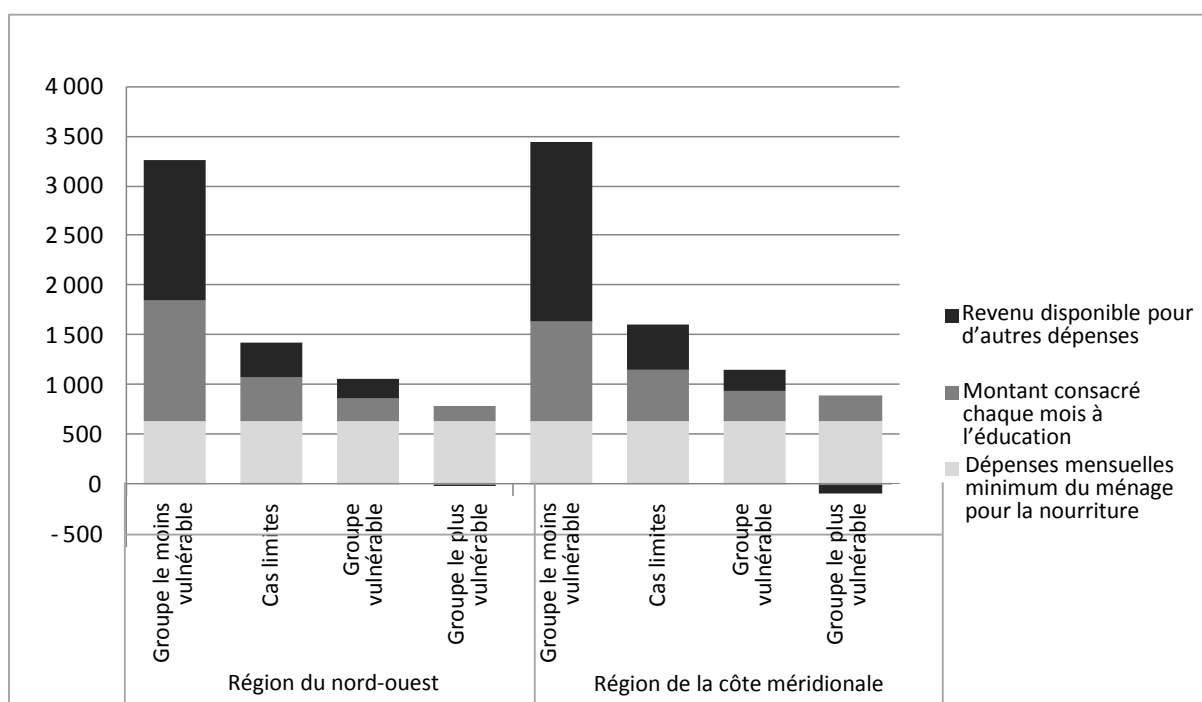
² 1 "*decima*" équivaut à 0,01 acre, soit 0,004047 hectare.

14. Comme on le voit dans le tableau 2, la plupart des familles, y compris environ 40 pour cent des plus vulnérables, payent des cours particuliers à leurs enfants pour tenter de remédier aux problèmes liés à la qualité de l'enseignement reçu.

TABLEAU 2: COÛTS DE L'INSTRUCTION, PAR GROUPE DE VULNÉRABILITÉ ET PAR RÉGION					
		Groupe le moins vulnérable	Cas limites	Groupe vulnérable	Groupe le plus vulnérable
Région du nord-ouest					
Dépenses mensuelles au titre de l'éducation	<i>taka</i>	1 207,9	439,2	227,3	156,9
Ménages ayant opté pour des cours particuliers	% du total	78	61	56	39
Coût mensuel des cours particuliers	<i>taka</i>	581	212	121	126
Région de la côte méridionale					
Dépenses mensuelles au titre de l'éducation	<i>taka</i>	993,8	512,9	296,8	252,7
Ménages ayant opté pour des cours particuliers	% du total	80	63	55	43
Coût mensuel des cours particuliers	<i>taka</i>	518	249	174	186

15. Compte tenu de ces investissements supplémentaires, la part du revenu des ménages servant à couvrir à la fois le coût des vivres et celui de l'éducation est d'environ 25 pour cent pour les ménages les moins vulnérables, mais elle dépasse le montant total du revenu des ménages les plus vulnérables, tant dans la région du nord-ouest que dans celle de la côte méridionale. Pour ces ménages, les dépenses engagées au titre des vivres entament considérablement le revenu mensuel par habitant, et il n'en reste donc qu'une part infime à consacrer à l'éducation. On trouvera à la figure 1 la répartition du revenu mensuel entre éducation et vivres pour les différents groupes de vulnérabilité.

Figure 1: Dépenses mensuelles, par groupe de vulnérabilité et par région (en proportion du revenu mensuel, en taka)



⇒ *Effets directs dans le domaine de l'éducation*

16. Dans l'ensemble, les taux de fréquentation sont élevés dans le primaire. Cependant, dans la région du nord-ouest, les taux de fréquentation dans les écoles couvertes par le programme sont supérieurs de 6 à 8 points de pourcentage à ceux enregistrés dans les écoles appartenant au groupe témoin. Dans la région de la côte méridionale, le taux de fréquentation global dans les écoles couvertes par le programme est supérieur de près de 10 pour cent à celui des écoles du groupe témoin; le chiffre correspondant pour ce qui est du taux de fréquentation des filles est même plus élevé pour certaines années de classe. Les taux de fréquentation ne varient pas considérablement selon le type d'école. En 2010, le ratio filles/garçons était de 1,06 dans les écoles relevant du programme et de 1,01 dans les établissements témoins.
17. Dans la région du nord-ouest, les inscriptions en première année ont augmenté depuis 1990 dans les deux catégories d'écoles, alors qu'elles ont décliné en quatrième et en cinquième années, accusant un recul plus net encore dans les secteurs couverts par le programme. Dans les ménages les plus vulnérables de la région du nord-ouest, seuls

80 pour cent des enfants âgés de 5 à 18 ans vont à l'école, contre près de 97 pour cent pour les ménages les moins vulnérables. Dans la région du nord-ouest, 5 pour cent des ménages n'avaient pas d'enfant d'âge scolaire allant à l'école, principalement dans les groupes les plus vulnérables.

18. Sur la côte méridionale, le taux de scolarisation est plus élevé, et la vulnérabilité n'a pas d'incidence manifeste sur la fréquentation scolaire. Dans les écoles au sud, les inscriptions en première année ont augmenté, et depuis 2008, le taux global d'abandon dans les écoles relevant du programme est inférieur à celui enregistré dans les écoles du groupe témoin. Cependant, en cinquième année, le taux moyen de scolarisation était inférieur d'environ un tiers à celui enregistré en quatrième année. Le taux d'abandon des filles a diminué après le lancement du programme de distribution de biscuits, passant à 49 pour cent en 2010 dans les écoles relevant du programme, contre 63 pour cent dans les écoles témoins.
19. Moins de la moitié des écoliers du primaire sont parvenus à passer normalement et sans interruption d'une année à l'autre. Dans la région du nord-ouest, 43 pour cent seulement des enfants âgés de 6 à 12 ans dans les zones concernées par le programme étaient dans la classe correspondant à leur âge et progressaient normalement dans leur scolarité; dans les écoles du groupe témoin, cette proportion était de 42 pour cent. Dans la région de la côte méridionale, les chiffres correspondants étaient de 47 pour cent dans les secteurs relevant du programme et de 33 pour cent dans les secteurs témoins. Cependant, les données disponibles semblent indiquer que les enfants ont aujourd'hui une progression plus normale que les membres plus âgés de leur famille.
20. On trouvera au tableau 3 les proportions de parents ayant fait état de facteurs influant sur la décision de maintenir les enfants à l'école.

TABLEAU 3: RAISONS DU MAINTIEN DES ENFANTS À L'ÉCOLE		
	Région du nord-ouest	Région de la côte méridionale
Encouragements de la part des parents	50%	60%
Capacité d'apprentissage/intérêt de l'enfant	25%	20%
Qualité du milieu d'apprentissage offert par l'école	12%	10%
Distribution de nourriture à l'école (établissements relevant du programme exclusivement)	23%	18%

21. Dans la région du nord-ouest, plus de 80 pour cent des enfants qui ne sont jamais allés à l'école appartiennent aux deux catégories les plus vulnérables. Dans la région de la côte méridionale, la vulnérabilité des ménages est un facteur moins déterminant. Parmi les ménages interrogés, 55 pour cent de ceux se trouvant dans la région du nord-ouest et 45 pour cent de ceux se trouvant dans la région de la côte méridionale ont invoqué, pour expliquer le retrait de l'école ou la non-scolarisation de leurs enfants, des raisons d'ordre économique et la nécessité de mettre les enfants au travail.
22. Les taux d'achèvement ont diminué dans toutes les catégories d'écoles entre 2008 et 2010, dans les secteurs relevant du programme comme dans les secteurs témoins pour la région du nord-ouest, et dans les secteurs témoins pour la région de la côte méridionale; entre 45 et 50 pour cent des enfants qui commencent la première année d'école ne poursuivent pas jusqu'à la fin de la cinquième. Les enfants qui n'achèvent pas le cycle primaire sont concentrés dans les ménages les plus vulnérables.

23. Les écoles religieuses et les écoles accueillant des enfants appartenant à des minorités ethniques sont celles où sont scolarisés les enfants les plus pauvres et ceux pouvant faire l'objet d'une discrimination dans le système formel. Cette population est la plus vulnérable, sur le plan tant nutritionnel qu'éducatif; cependant, elle n'est actuellement pas concernée par le programme de distribution de biscuits dans les écoles.
24. Les personnes interrogées ont indiqué que lorsque les enfants de familles pauvres étaient en âge de gagner leur vie, il leur fallait aller travailler. Nombre d'entre eux travaillaient pour des ménages plus aisés, dans des restaurants ou des salons de thé, voire occupaient des emplois dangereux dans des ateliers de soudure, des garages automobiles et des carrières. Les familles qui migrent périodiquement pour trouver du travail emmènent parfois leurs enfants avec eux, dans l'espoir qu'ils puissent eux aussi travailler, s'ils ont l'âge requis.
25. Les taux de passage dans le secondaire des enfants qui achèvent le cycle primaire sont très élevés. Le passage dans le secondaire et la réussite scolaire à ce niveau sont fortement influencés par deux facteurs: le niveau d'instruction du chef de ménage et la vulnérabilité du ménage. Parmi les ménages les plus vulnérables, rares sont ceux qui comptent dans leurs rangs une personne ayant achevé le cycle secondaire; il ressort des entretiens menés que le fardeau financier que fait peser la scolarité dans le secondaire constitue un obstacle de taille.

⇒ *Effets directs d'ordre nutritionnel*

26. Les carences en micronutriments augmentent le risque de mortalité lié à la diarrhée, à la rougeole, au paludisme et à la pneumonie⁴, et elles sont à l'origine d'une bonne part des infections, des déficiences du développement physique et mental ainsi que de la mortalité excessive dans le monde en développement. Des études ont montré que les biscuits enrichis en micronutriments pouvaient considérablement augmenter les apports de micronutriments chez les enfants du primaire, réduire la prévalence de l'anémie et renforcer les effets du déparasitage⁵. De précédentes études des mesures prises par le PAM au Bangladesh en matière d'alimentation scolaire⁶ avaient mis en évidence des améliorations marquées de l'état nutritionnel des bénéficiaires par rapport aux groupes témoins, qu'il s'agisse de l'indice de masse corporelle, de l'apport énergétique, de l'anémie, de l'insuffisance pondérale et de l'infestation vermineuse.

⁴ Black, R.E., Allen, L., Bhutta, Z., Caulfield, L., de Onis, M., Ezzati, M., Mathers, C., Rivera, J. 2008. Maternal and child undernutrition: global and regional exposures and health consequences. *The Lancet* 371 (9608): p. 243 à 260.

⁵ Van Stuijvenberg, 1999; Nga, 2009.

⁶ Ahmed, A. U. 2004. Impact of Feeding Children in School: Evidence from Bangladesh. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington; Mustafa, S. 2010. Food for Education (FFE) Activity of the World Food Programme. Outcome Survey Report. Programme alimentaire mondial, Rome; van Stuijvenberg, M.E., Dhansay, M.A., Smuts, C.M., Lombard, C.J., Jogessar, V.B., and Benade, A.J.S. 2001. Long-term evaluation of a micronutrient-fortified biscuit used for addressing micronutrient deficiencies in primary school children. *Public Health Nutrition* 4: (6): 1201–1209; Nga, T.T, Winichagoon, P., Dijkhuizen, M.A., Khan, N.C., Wasantwisut, E., Furr H. and Wieringa, F. 2009. Multi-Micronutrient-Fortified Biscuits Decreased Prevalence of Anemia and Improved Micronutrient Status and Effectiveness of Deworming in Rural Vietnamese School Children. *The Jour. of Nut.*,139: pp 1013–1021.

27. Lors de l'évaluation, un certain nombre d'éléments ont été collectés concernant le régime alimentaire des enfants d'âge scolaire grâce à la méthode dite du rappel des 24 heures et à des informations anthropométriques, interprétées à la lumière du ratio indice de masse corporelle/âge. Comme cela apparaît dans le tableau 4, le régime alimentaire de la plupart des enfants d'âge scolaire du primaire vivant dans les secteurs relevant du programme n'avaient pas un apport énergétique suffisant et présentaient des carences en vitamines A, B1 et B2 et en fer.

	Vitamine A (µg d'équivalent rétinol)	Vitamine B1, thiamine (mg)	Vitamine B2, riboflavine (mg)	Vitamine C (mg)	Fer (mg)
Apport recommandé en nutriments ¹	500 ²	0,9	0,9	35	13,4
Région du nord-ouest	333,6	0,55	0,34	34,2	8,5
Région de la côte méridionale	328,6	0,63	0,44	43,71	10,02

¹ L'apport recommandé en nutriments pour les enfants de 7 à 9 ans ou de 7 à 10 ans: Organisation mondiale de la Santé/Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2004. *Vitamin and mineral requirements in human nutrition. 2nd edition.* Genève. (En partant du postulat que la biodisponibilité du fer est de 7,5 pour cent).

² Pour la vitamine A, le chiffre correspond à l'apport tolérable recommandé.

28. Le jour du rappel des 24 heures, dans les zones de la région du nord-ouest concernées par le programme, 2,7 pour cent seulement des enfants atteignaient la limite inférieure de la fourchette des besoins énergétiques; 46 pour cent des enfants n'atteignaient pas la limite inférieure de la fourchette des besoins protéiques, proportion qui était de 20 pour cent seulement dans la région de la côte méridionale⁷.

	Énergie (kcal)	Protéines (g)	Lipides (g)
Besoins	1 428–2 341	19,3–33	23–35
Région du nord-ouest	730,3	24,4	17,5
Région de la côte méridionale	1 147,4	40,8	28,0

⁷ Les régimes alimentaires dans les secteurs témoins présentaient également des carences en micronutriments et en macronutriments. Les écarts entre les groupes témoins et ceux relevant du programme n'ont cependant pas été considérés comme un impact, étant donné que les biscuits distribués dans les écoles n'auraient qu'un effet limité sur la qualité générale du régime alimentaire.

29. Pour chaque paquet de biscuits, l'apport énergétique est de 338 kilocalories; il apporte en outre 7,5 grammes de protéines et 10,5 grammes de lipides, et couvre 66 pour cent de l'apport journalier en vitamines et en minéraux requis pour un enfant en âge d'aller à l'école primaire. Les biscuits permettraient d'accroître de 46 pour cent l'apport énergétique chez un enfant moyen dans les zones de la région du nord-ouest couvertes par le programme, et de 31 pour cent sa consommation de protéines. Dans la zone de la région de la côte méridionale relevant du programme, l'apport énergétique d'un enfant moyen augmenterait de 29 pour cent.
30. Les mères de famille, le personnel des établissements scolaires et les membres des comités de gestion des écoles ont indiqué que les biscuits avaient pour effet d'atténuer la faim, de réduire l'incidence des affections dermatologiques et de combattre les accès de faiblesse et les vertiges chez les enfants - ce qui, selon les parents, améliore la capacité d'apprentissage. On n'a observé aucune différence marquée dans le ratio indice de masse corporelle/âge entre les enfants bénéficiant du programme et ceux appartenant aux groupes témoins, dans l'une ou l'autre des régions à l'examen; cela est peut-être dû à l'interruption prolongée de la filière d'approvisionnement et à la non-disponibilité de biscuits dans les secteurs relevant du programme où les mesures étaient effectuées.

⇒ *Transfert de valeur*

31. Comme indiqué dans le tableau 6, pour les groupes les plus vulnérables des deux régions étudiées, les biscuits représentent environ 4 pour cent du revenu annuel déclaré, tandis que pour le groupe le moins vulnérable, le chiffre correspondant est d'environ 1 pour cent. Les ménages des deux catégories plus vulnérables consacrent à l'éducation une somme d'argent inférieure à la valeur des biscuits; pour ce qui est du groupe le plus vulnérable, la valeur du transfert des biscuits représente trois fois le montant que consacrent les ménages à l'éducation. Cela donne à penser non seulement que les biscuits contribuent au revenu des ménages, mais aussi que cette contribution s'inscrit en net des coûts éducatifs. Les biscuits distribués dans les écoles représentent, pour les ménages pauvres, un transfert de valeur équivalant à 4,4 pour cent du montant consacré chaque jour à l'alimentation. Lorsque l'on associe la valeur des biscuits à l'allocation annuelle versée au titre de l'éducation, l'avantage financier dont bénéficient les familles les plus vulnérables si elles envoient leurs enfants à l'école augmente et atteint 10 pour cent du revenu annuel dans la région du nord-ouest, et 8 pour cent dans la région de la côte méridionale.

TABLEAU 6: VALEUR DU TRANSFERT, PAR GROUPE DE VULNÉRABILITÉ ET PAR RÉGION				
	Groupe le moins vulnérable	Cas limites	Groupe vulnérable	Groupe le plus vulnérable
Région du nord-ouest				
Valeur du transfert au ménage (pour 240 jours prévus) (<i>en taka</i>)	1 407	1 429	1 539	1 499
Valeur du transfert au ménage (pour 180 jours prévus) (<i>en taka</i>)	1 055	1 072	1 154	1 124
Valeur du transfert (en pourcentage du revenu annuel)	1,1	1,8	3,3	4,5
Valeur du transfert (en pourcentage des dépenses d'éducation)	26	78	135	329
Région de la côte méridionale				
Valeur du transfert au ménage (pour 240 jours prévus) (<i>en taka</i>)	1 273	1 472	1 104	1 070
Valeur du transfert au ménage (pour 180 jours prévus) (<i>en taka</i>)	954	1 104	1 070	1 123
Valeur du transfert (en pourcentage du revenu annuel)	0,5	1,6	2,4	3,7
Valeur du transfert (en pourcentage des dépenses d'éducation)	37	48	72	118

32. Le tableau 6 fait également apparaître la perte de transfert de valeur provoquée par les ruptures de la filière d'approvisionnement. Le nombre de jours de distribution de biscuits prévu par année est de 240, compte tenu des vacances d'été et des jours fériés. En 2010, on a dénombré 182 jours de distribution effective, soit 75,8 pour cent du chiffre prévu. En 2009, le PAM a atteint 74,2 pour cent de son objectif, contre 91,8 pour cent en 2008 et 89,7 pour cent en 2007. La perte de transfert de valeur sera plus élevée en 2011, puisqu'aucun biscuit n'a pu être distribué au premier trimestre. Les ruptures de la filière d'approvisionnement avaient été causées par des pénuries de financement, des problèmes au niveau de la production, des plaintes infondées concernant la qualité et le retard pris dans la collecte et le traitement des données concernant les écoles.

33. Dans les deux régions étudiées, la plupart des ménages préparent moins d'aliments lorsque leurs enfants reçoivent des biscuits à l'école. Dans la région du nord-ouest comme dans celle de la côte méridionale, près de 90 pour cent des ménages ont déclaré que les enfants recevant des biscuits à l'école ne prenaient pas de petit déjeuner à la maison. Comme indiqué dans le tableau 7, la distribution de biscuits à l'école présente trois gros avantages pour les ménages.

TABLEAU 7: AVANTAGES DE LA DISTRIBUTION DE BISCUITS À L'ÉCOLE, D'APRÈS LES RÉPONSES À L'ENQUÊTE SUR LES MÉNAGES		
	Région du nord-ouest	Région de la côte méridionale
Permet d'économiser de la nourriture et de l'argent	40%	52%
Contribue à améliorer la santé des frères et sœurs plus jeunes (sans doute grâce aux économies réalisées sur le plan de l'alimentation et au temps supplémentaire disponible pour s'occuper des enfants)	40%	22%
Permet de gagner du temps	14%	40%

Qualité de l'éducation

34. Afin d'atteindre les objectifs fixés en matière de scolarisation et de compenser la pénurie d'établissements et d'enseignants, pratiquement toutes les écoles fonctionnent selon un système de classes alternées, ce qui a pour effet de réduire le nombre d'heures de classe. Le taux d'encadrement est faible; dans les écoles de la région du nord-ouest relevant du programme, le ratio est de 58 élèves pour 1 enseignant, contre 44:1 dans les écoles du groupe témoin; dans la région de la côte méridionale, le ratio est de 39:1 dans les écoles relevant du programme, et de 51:1 dans celles du groupe témoin. Dans les écoles de la région du nord-ouest ayant été étudiées, la moitié des enseignants sont des femmes – proportion qui est légèrement plus élevée dans les écoles relevant du programme. Dans la région de la côte méridionale, entre 40 et 45 pour cent des enseignants sont des femmes. Les instituteurs des écoles publiques sont plus diplômés que leurs homologues des écoles non-gouvernementales. Dans la plupart des écoles visitées, les pupitres et les bancs n'étaient pas adaptés, et les établissements étaient rarement alimentés en électricité. La plupart des écoles disposaient de latrines, généralement séparées pour les garçons et pour les filles, et étaient adéquatement équipées en matériel pédagogique et en manuels scolaires. Les enquêtes et les entretiens menés auprès des ménages ont révélé que la plupart des familles payaient à leurs enfants des cours particuliers en dehors des heures de classe.
35. La distribution de biscuits dans les écoles est une modalité adaptée au contexte en vigueur, car les biscuits sont faciles à transporter jusque dans des zones reculées, à entreposer et à distribuer, et ils peuvent être aisément consommés dans des salles de classe bondées, sans distraire les enseignants de leurs tâches ni perturber le déroulement des cours, la durée de ceux-ci étant déjà limitée. En outre, les biscuits sont utilisables en cas de catastrophes naturelles, fréquentes dans le pays.
36. Le PAM applique actuellement, sur une petite échelle, un programme d'alimentation scolaire pour les écoles maternelles, qu'il prévoit d'étendre au cours des prochaines années. Les parents et les représentants des écoles ont manifesté un vif intérêt pour cette initiative, qui contribue à préparer les enfants à l'école en les familiarisant plus tôt avec le milieu scolaire.
37. Le programme d'alimentation scolaire a renforcé la position des femmes au sein des comités de gestion des écoles, et la proportion de femmes occupant des postes de responsabilité au sein des comités de gestion des vivres est passée à 65 pour cent. Le PAM a également renforcé la capacité des comités de gestion des écoles en organisant des ateliers de mobilisation communautaire et des stages de formation.

Harmonisation avec les stratégies, les politiques et les priorités nationales

38. Le programme d'alimentation scolaire du PAM est bien harmonisé avec les priorités et les activités gouvernementales en matière d'éducation, de nutrition et de réduction de la pauvreté, et l'objectif à long terme est d'en transférer la responsabilité aux pouvoirs publics. Cependant, le secteur éducatif public ne dispose que de capacités et d'un savoir-faire limités en matière de gestion de l'alimentation scolaire, laquelle ne relève pas de sa mission essentielle, qui est d'assurer un enseignement de haute qualité. Le Gouvernement envisage d'abandonner le système des classes alternées et de servir des repas chauds, ce qui ne manquerait pas d'avoir une incidence notable sur l'organisation de l'alimentation scolaire, et de la rendre encore plus coûteuse et difficile à gérer. Le PAM appuie le renforcement des capacités des fonctionnaires nationaux et locaux ainsi que des membres des comités de gestion des écoles, et il est en train d'établir une unité de liaison au sein des services gouvernementaux, dont il assurera le financement. Au fil des trois prochaines années, l'objectif sera de permettre aux pouvoirs publics de planifier et d'administrer un programme d'alimentation scolaire sans avoir besoin de l'aide du PAM.
39. Les enfants d'âge préscolaire ne sont souvent pas couverts par les interventions nutritionnelles. Or, selon la Stratégie nationale de prévention et de réduction de l'anémie, les enfants de 2 à 5 ans sont exposés à un risque moyen; ils ont donc besoin d'un apport supplémentaire en fer et en acide folique ou en micronutriments multiples, étant donné qu'ils ne sont pas couverts par le Programme national de nutrition.

CONCLUSIONS

40. Le tableau 8 présente une synthèse des domaines d'impact mis en évidence lors de l'évaluation.

TABLEAU 8: DOMAINES D'IMPACT		
Impacts dans le secteur de l'éducation	Régions du nord-ouest et de la côte méridionale	
	Atténuation des variations des taux de scolarisation La distribution de biscuits incite les parents à continuer d'envoyer leurs enfants à l'école La distribution de biscuits incite les enfants à se rendre volontiers à l'école Le passage dans le secondaire est accru pour les enfants des ménages les plus vulnérables Effets sur certaines composantes de l'Enveloppe d'interventions essentielles: jardins scolaires, prévention du paludisme	
	Région du nord-ouest	Région de la côte méridionale
	Légère augmentation de la scolarisation Réduction des taux d'abandon, sauf en cinquième année Augmentation de la fréquentation Fréquentation nettement supérieure à la moyenne pour les filles en cinquième année Effets sur certaines composantes de l'Enveloppe d'interventions essentielles <ul style="list-style-type: none"> ➤ Éducation nutritionnelle ➤ Éducation à l'hygiène personnelle ➤ Déparasitage 	Réduction du taux d'abandon par rapport aux écoles du groupe témoin, en particulier pour la troisième et la quatrième années Réduction du taux d'abandon pour les filles Augmentation du taux de fréquentation pour les garçons et pour les filles, en particulier pour ces dernières Amélioration du taux de progression dans la filière scolaire Réduction du nombre de ménages qui n'envoient pas les enfants d'âge scolaire en classe

TABLEAU 8: DOMAINES D'IMPACT		
Nutrition et santé	Région du nord-ouest et région de la côte méridionale	
	Augmentation de 66 pour cent de l'apport recommandé en micronutriments Réduction de la faim signalée Réduction de l'instabilité de la sécurité alimentaire	
	Région du nord-ouest	Région de la côte méridionale
	Augmentation de 31 pour cent de l'apport protéique Augmentation de 46 pour cent de l'apport énergétique Réduction de la morbidité signalée	Augmentation de 29 pour cent de l'apport énergétique
Économie des ménages	Région du nord-ouest et de la côte méridionale	
	Remplacement des repas Réduction de 4,4 pour cent des dépenses journalières consacrées à l'alimentation Contribution de 4 pour cent au revenu annuel des ménages Gain de temps Augmentation de la quantité de vivres disponibles pour les cadets de la fratrie	
	Région du nord-ouest	Région de la côte méridionale
	Transfert de valeur représentant 10 pour cent du revenu annuel aux foyers les plus vulnérables lorsque le transfert est associé à des allocations gouvernementales	Transfert de valeur représentant 8 pour cent du revenu annuel aux foyers les plus vulnérables lorsque le transfert est associé à des allocations gouvernementales
Gestion des établissements scolaires	Région du nord-ouest et de la côte méridionale	
	Augmentation du nombre de femmes dans les comités de gestion des écoles	

41. Aucun effet n'a été constaté au niveau du nombre d'élèves par classe, du taux d'abandon en quatrième et cinquième années, ou du passage dans le secondaire. Dans les zones couvertes par le programme, des signes de déclin des taux d'achèvement du cycle scolaire ont été notés.
42. L'obtention des effets directs visés dans le domaine de l'apprentissage découle d'un ensemble complexe de facteurs interdépendants, dont fait partie la distribution de biscuits en milieu scolaire. L'évaluation a certes mis en relief certains effets positifs sur les taux de fréquentation et d'abandon, mais aucun effet systématique n'est apparu sur la performance des écoles relevant du programme par rapport à celles appartenant au groupe témoin. Cet impact limité sur certains effets directs critiques sur le plan éducatif révèle les lacunes du système – nombre limité d'heures de classe, faible taux d'encadrement, classes surchargées, infrastructure déficiente, etc. – mais aussi les pressions économiques que subissent les familles.
43. Les parents comme les enseignants jugent importante la fourniture de biscuits à l'école; en outre, les biscuits contribuent à rendre l'école attrayante pour les enfants des petites classes, ils apportent un complément primordial à un régime alimentaire inadéquat sur le plan nutritionnel, et ils appuient l'application des politiques gouvernementales. De plus, la distribution de biscuits dans les écoles représente un transfert de valeur important, même si, pour les catégories les plus pauvres et les plus marginalisées, ce transfert ne suffit pas à compenser le coût engagé pour continuer d'envoyer un enfant à l'école au lieu de le faire travailler. Il faut examiner la stratégie du programme d'alimentation scolaire et les autres

modalités envisageables afin d'essayer de contrebalancer ces facteurs au profit des enfants plus âgés.

44. Compte tenu du succès des mesures prises en faveur de la scolarisation dans le primaire, l'équipe d'évaluation suggère que l'on s'efforce en priorité d'instaurer au Bangladesh des conditions propices au passage dans le secondaire, afin que les enfants puissent acquérir les compétences dont ils ont besoin pour améliorer leurs conditions de vie.

Recommandations

45. **Recommandation 1:** Le bureau de pays et ses partenaires devraient continuer de mettre au point des programmes intégrés et complémentaires ciblant les ménages les plus démunis dans les zones bénéficiant de l'alimentation scolaire, conformément au programme de pays du PAM.
46. **Recommandation 2:** Le bureau de pays devrait mettre à profit la concertation sur les mesures à prendre pour appuyer l'élaboration par le Gouvernement et les organismes chargés de l'éducation d'une stratégie destinée à s'attaquer au problème de la qualité dans les écoles.
47. **Recommandation 3:** Le bureau de pays devrait élaborer une stratégie pour le transfert des responsabilités dans le domaine de l'alimentation scolaire, en coopération avec le Gouvernement.
48. **Recommandation 4:** Le bureau de pays devrait adopter une démarche globale vis-à-vis de l'alimentation scolaire dans le primaire, en définissant des objectifs ciblés en fonction des différents groupes d'âge, y compris les enfants d'âge préscolaire, les élèves du primaire et les écoliers plus âgés de quatrième et de cinquième années.
49. **Recommandation 5:** Le bureau de pays devrait aider le Gouvernement à concevoir une stratégie visant spécifiquement à aider les enfants à passer dans le secondaire; cette stratégie devrait comporter une composante Vivres pour l'éducation.
50. **Recommandation 6:** Le bureau de pays devrait veiller à ce que la teneur en micronutriments des biscuits distribués représente 70 pour cent de l'apport recommandé, conformément à l'objectif du PAM.
51. **Recommandation 7:** Le bureau de pays devrait travailler avec le Gouvernement afin de prendre pleinement en considération la possibilité d'étendre la distribution de biscuits à des écoles situées hors de la région actuellement couverte, y compris les écoles religieuses (principalement les *madrasahs*) et les écoles accueillant des minorités ethniques.
52. **Recommandation 8:** Le bureau de pays devrait étendre son système de suivi et d'évaluation afin d'examiner en particulier le phénomène d'érosion des effectifs en primaire ainsi que les raisons de la faiblesse du taux d'achèvement du cycle primaire.